

Mon honorable ami a l'habitude de respecter les faits; il dit que le député de Trois-Rivières a été incapable de répondre. Ce n'est pas exact. Le député de Trois-Rivières a voulu s'occuper de ses affaires; il a dit que le ministre était en train de préparer une étude et que c'est lui qui donnerait la réponse.

J'aurais pu la donner, monsieur le président, mais j'aurais commis une indiscretion.

M. Gauthier: J'allais justement le dire, monsieur le président. Le député blâme toujours les autres. Que constate-t-on aujourd'hui? On constate que toute l'aide essentielle—je ne parle pas des prêts mais de l'aide monétaire—va à la grosse industrie; on sacrifie tout pour elle. On l'exempte de milliards de dollars en impôt sur des prétendus investissements, ce qu'on ne fait pas toujours de façon adéquate dans la petite industrie. On taxe cette dernière et on l'empêche de survivre. Les petites industries, aujourd'hui, périssent. Plusieurs font faillite. Pourquoi? Parce qu'elles manquent d'aide. J'appelle plus spécialement l'attention du ministre là-dessus. Je sais qu'il est au courant du problème, mais je ne crois pas qu'il connaisse les difficultés auxquelles se heurte quotidiennement la petite industrie de chez nous.

Je ne dis pas cela en vue de déclencher une guerre, mais simplement pour appeler l'attention du ministre, parce qu'il est terrible de voir périr nos petites et moyennes industries, qui pourraient être rentables. Pourquoi? Parce qu'elles n'ont pas reçu l'aide nécessaire du gouvernement. On en a la preuve tous les jours. Je ne suis pas contre la grosse industrie; non. Je suis bien content qu'elle jouisse de certains avantages, mais qu'on accorde les mêmes avantages à la petite. Sait-on à combien est évaluée l'usine *Alcan* d'Arvida? Cette compagnie vient encore d'investir \$14,400,000. J'en suis très heureux pour les gens de notre région. Cette industrie recevra un beau cadeau de \$1,500,000 parce qu'elle investit là. Pourquoi ne ferait-on pas les mêmes cadeaux aux petites industries qui investissent, elles aussi? Mais non. On a même de la difficulté à obtenir des prêts.

Je vais citer un exemple. Une petite industrie avec un actif de \$250,000 a réussi à obtenir un petit prêt de la Banque d'expansion industrielle, après avoir sollicité toutes les banques à charte. Elle avait besoin d'un peu d'argent, parce qu'elle avait accumulé trop de stock. La Banque d'expansion industrielle lui a prêté \$25,000—10 p. 100 de sa capitalisation—à un intérêt de 9 p. 100. Est-ce là une façon d'aider un homme?

• (5.00 p.m.)

Je ne nommerai pas tous ceux qui auraient eu besoin de prêts dans les régions sous-développées, puisqu'ils n'ont rien reçu. Notre

région était une région désignée. L'industrie la plus commune chez nous est l'industrie forestière. Je pourrais nommer des industriels qui ont tenté d'obtenir des prêts semblables à ceux que l'on consent à la grosse industrie dans les régions sous-développées, mais qui n'ont pas réussi. Je pourrais en nommer un qui s'est tiré d'affaire de lui-même, avec l'aide de ses amis et à force d'accumuler de petits montants. Mais combien de temps cela peut-il durer? Peut-être que dans deux, trois ou quatre ans, il sera forcé de tout abandonner, parce qu'il ne reçoit pas d'aide. On dirige tous les capitaux vers la grosse industrie, qui n'en a pas réellement besoin, et est assez solide pour subvenir à ses propres besoins, tandis que c'est la petite industrie qui assure réellement le plus d'emplois à la population. Si l'on venait en aide à cette petite industrie, si on lui permettait de vivre, de produire quelque chose, on cesserait d'importer.

Dans ma région, on ne récolte pas 40 p. 100 des produits maraîchers dont nous avons besoin. Pourquoi? Parce que les cultivateurs ne bénéficient d'aucune sorte d'aide. Je suis très content que ces deux ministères soient réunis, car quand il s'agissait de l'écoulement des surplus, on nous renvoyait toujours du ministère de l'Industrie à celui du Commerce et vice versa. Dorénavant, nous aurons affaire au même ministre. Alors, nous pourrions le faire asseoir et lui dire: Tiens-toi bien, nous allons essayer de régler notre problème.

On a dit que dans ma région, par exemple, on attendait près d'un an avant que les surplus de poudre de lait soient écoulés et le fabricant n'avait plus d'espace pour entreposer son produit, pendant que l'honorable ministre du Commerce se promenait à travers le pays pour vendre du blé. Je ne m'oppose pas à la vente du blé. Au fait, j'ai déjà dit à l'ancien ministre, M. Winters: Essayez donc de vous promener une dizaine de jours par année pour vendre des produits laitiers; vous vous promenez 365 jours par année pour vendre du blé. Le blé doit se vendre et je ne m'y oppose pas, mais il aurait pu également s'employer à assurer l'écoulement de nos surplus. C'est sur ce point que je veux appeler l'attention du ministre actuel. Il n'a pas pour seule tâche de veiller à la production; il faut également qu'il en assure l'écoulement; sinon, il est impossible d'augmenter la productivité. Il faut absolument que, dès le départ, il songe à cela.

Si le ministre prenait aujourd'hui la résolution de faire passer l'industrie moyenne en premier, il peut être assuré que son ministère fonctionnerait bien, tant dans la province de Québec qu'à travers tout le Canada.

Si l'on continue à négliger la petite industrie, on verra plus de pauvres et moins de